



Direction Générale développement économique
Direction du développement économique

CONVENTION 2023 – Subvention de fonctionnement entre Bordeaux Aquitaine Inno’Vin et Bordeaux Métropole

Entre les soussignés

L’association Bordeaux Aquitaine Inno’Vin, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé 210 chemin de leysotte- CS 50008, 33882 Villenave d’Ornon, représentée par son Président Dominique Trioné
ci-après désigné(e) « organisme bénéficiaire »

Et

Bordeaux Métropole, dont le siège social est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33045 Bordeaux cedex, représentée par son Président, Alain Anziani, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° 2023/ du Conseil de Bordeaux Métropole du 31/03/2023
ci-après désigné « Bordeaux Métropole »

PREAMBULE

Bordeaux Métropole a retenu, dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le programme d’actions initié et conçu par l’organisme bénéficiaire décrit à l’annexe 1, laquelle fait partie intégrante de la convention.
Ce projet est conforme à l’objet statutaire de l’organisme bénéficiaire.

ARTICLE 1. OBJET ET TEMPORALITE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles Bordeaux Métropole attribue une subvention à l’organisme bénéficiaire pour l’année 2023.

L’organisme bénéficiaire s’engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule le programme d’actions décrit à l’Annexe 1.

Dans ce cadre, Bordeaux Métropole contribue financièrement à ce projet et n’attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole s'engage à octroyer à l'organisme bénéficiaire une subvention plafonnée à 40 000 €, équivalent à 9,48 % du montant total estimé des dépenses éligibles (d'un montant de 422 000,00 euros), conformément au budget prévisionnel figurant en Annexe 2.

Cette subvention est non révisable à la hausse.

Dans l'hypothèse où la subvention accordée est inférieure à la subvention demandée par l'organisme, il appartient à ce dernier de trouver les recettes nécessaires à l'équilibre du budget prévisionnel.

Dans l'hypothèse où les dépenses réelles seront inférieures au montant des dépenses éligibles retenu, le montant définitif de la subvention sera déterminé par application de la règle de proportionnalité suivante :

$$\text{Subvention définitive} = \frac{\text{Dépenses réelles} \times \text{Subvention attribuée}}{\text{Montant des dépenses éligibles}}$$

Ce calcul sera effectué au regard du compte rendu financier que l'organisme bénéficiaire devra transmettre à Bordeaux Métropole selon les modalités fixées à l'article 5.

ARTICLE 3. CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini en préambule. Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

Par ailleurs, selon les dispositions prévues à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE 4. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole procédera au versement de la subvention selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte de 80 %, soit la somme de 32 000 € après la signature de la convention ;
- Un solde de 20 %, soit la somme de 8 000 € après les vérifications réalisées par Bordeaux Métropole conformément à l'article 5, somme qui peut être revue à la baisse en vertu des conditions définies à l'article 2.

La subvention sera créditée au compte de l'organisme bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5. JUSTIFICATIFS

Pour pouvoir prétendre au versement du solde de la subvention, l'organisme bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice comptable et au plus tard le 31 août 2024, dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- un compte rendu financier, signé par la Présidente ou toute personne habilitée, et conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif (notamment le budget financier définitif « signé » faisant apparaître les écarts entre le prévisionnel et le réalisé) et qualitatif du programme d'actions comprenant a minima les éléments mentionnés à l'Annexe 3.

- le rapport général et le rapport spécial sur les conventions règlementées du commissaire aux comptes accompagnés des comptes annuels signés et paraphés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels) prévus par l'article L.612-4 du code de commerce.
- le rapport d'activité ou rapport de gestion.

A défaut de communication des documents susmentionnés, auprès de Bordeaux Métropole dans les délais impartis, l'organisme est réputé renoncer au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 6. AUTRES ENGAGEMENTS

- L'organisme bénéficiaire communique sans délai à Bordeaux Métropole la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.
- L'organisme bénéficiaire fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'organisme bénéficiaire, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer Bordeaux Métropole sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Respect des règles de la concurrence : l'organisme bénéficiaire pourra être soumis aux directives communautaires de coordination des procédures de passation des marchés publics dans la mesure où celui-ci répondrait à la définition de « pouvoir adjudicateur » ou d'« entité adjudicatrice » au sens du droit communautaire

ARTICLE 7. CONTROLES EXERCES PAR BORDEAUX METROPOLE

L'organisme bénéficiaire s'engage à faciliter le contrôle par Bordeaux Métropole, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

Bordeaux Métropole peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée.

Sur simple demande de Bordeaux Métropole, l'organisme bénéficiaire devra lui communiquer tous les documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, Bordeaux Métropole pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, l'organisme bénéficiaire conserve les pièces justificatives de dépenses pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

ARTICLE 8. ASSURANCES ET RESPONSABILITES

L'organisme bénéficiaire exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive.

L'organisme bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de Bordeaux Métropole ne puisse être recherchée.

Il devra être en capacité de produire à tout moment à Bordeaux Métropole les attestations d'assurances correspondantes.

ARTICLE 9. COMMUNICATION

L'organisme bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien apporté par Bordeaux Métropole (notamment en apposant le logo de Bordeaux Métropole) sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.

Il s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'il pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de Bordeaux Métropole ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que Bordeaux Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 10. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'organisme bénéficiaire sans l'accord écrit de Bordeaux Métropole, cette dernière peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir préalablement entendu ses représentants. Bordeaux Métropole en informe l'organisme par écrit.

ARTICLE 11. AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 12. CONTENTIEUX

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable devant un tiers choisi par les deux parties.

En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 13. ELECTION DE DOMICILE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

Pour Bordeaux Métropole :

Monsieur le Président de Bordeaux Métropole
Esplanade Charles de Gaulle
33045 Bordeaux cedex

Pour l'organisme bénéficiaire :

Monsieur le Président de Bordeaux Aquitaine Inno'Vin
210 chemin de leysotte- CS 50008
33882 Villenave d'Ornon

PIECES ANNEXES

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

- Annexe 1 : Programme d'action 2023
- Annexe 2 : Budget prévisionnel 2023
- Annexe 3 : Modèle de compte-rendu qualitatif et financier

Fait à Bordeaux, le _____, en 3 exemplaires

Signatures des partenaires :

Pour Bordeaux Métropole,
Le Président,
Alain Anziani

Pour Bordeaux Aquitaine Inno'Vin
Le Président,
Dominique Trioné

Annexe 1

Programme d'action 2023

Dans la poursuite des actions engagées en 2022, le cluster Inno'Vin souhaite renforcer pour cette année les points suivants :

La communication

- Améliorer relations presse ;
- Optimiser newsletter et emailing (taux ouverture et click) ;
- Réaliser un bilan communication annuel ;
- Réaliser des vidéos nouveaux adhérents (startups) et projets.

Les Chais durables

- Poursuivre les visites ;
- Collaborer avec IVES (International Viticulture and Enology Society) pour la publication d'une série d'articles techniques ;
- Catalogue chais durables à mettre à jour et rendre plus attractif ;
- Déployer la démarche BDNA (cluster ODEYS) dans la filière en lien avec le BNIC (Bureau National Interprofessionnel du Cognac) et le CIVB.

Les startups

- Développer et fiabiliser la base de données startups ;
- Accroître le partenariat et créer un évènement Technowest Libourne ;
- Création d'un Comité startups dédié à l'accompagnement « métier » des startups adhérentes ;
- INNOV'INVEST : acquérir une visibilité nationale (plus de startups et plus d'investisseurs).

Montage de projets

- Identifier de nouveaux projets ; valoriser le rôle d'Inno'Vin dans le montage de projets, montage d'un projet avec le pôle Agri Sud-Ouest Innovation, améliorer la détection et l'accompagnement de projets issus de la recherche : travail avec Aquitaine Sciences Transfert pour structurer une démarche.

Projets Structurants

- Implication dans les Chaires : Chaire INSEEC, Chaire Denis Dubourdieu, Chaires attentes sociétales.
- DIGILAB : étendre le DIGILAB sur Vinopôle et Cognac, optimiser le modèle économique ;
- VitiREV : poursuite de l'implication dans la gouvernance, sourcer les startups vers la Banque des Territoires et le fond VitiREV Innovation. Organisation de la 3^{ème} édition de INNOV'Invest Finaliser et publier l'étude économique filière en lien avec Bordeaux Métropole.

Cognac

- Développer l'évènement dédié Cognac : spiritiques, évènement packaging ;
Rencontre Innovation Durable Cognac (BNIC) ;
- Atteindre 50 adhérents fin 2023 : accroître prospection et fidéliser les adhérents existants ;
- Animer le groupe de travail « startups Cognac » ;
- Organiser une journée équipe dédiée à Cognac.

L'organisation de manifestations telles que :

- 1^{er} semestre :
 - Séminaire vin et consommateur ; AG et dîner des adhérents, Rendez-vous innovation durable COGNAC, rencontre cluster Biosolutions ;
- 2^{ème} semestre :
 - Les Vinitiques ; les Chais durables (évènement/visite) ; Séminaires attentes sociétales ;

Exemples d'autres animations

- Poursuite des Groupes de Travail + un nouveau sur la thématique « RSE » :
 - Zéro résidus ;
 - Gestion des aléas climatiques : lancement du projet GELA ;
 - RSE : interview des adhérents fin 2022 – Lancement d'un groupe de travail ;
- SITEVI 23 (Montpellier) stand Inno'Vin + Conférence + International
- VINEQUIP : participation potentielle au salon (Macon) : stand Inno'Vin avec 5 à 7 entreprises ;

Développement national

- Réunion groupe BACCHUS ;
- Organisation d'un évènement national avec les membres du groupe Bacchus (pôles et clusters français sur la vigne et le vin) ;
- Se faire connaître auprès des institutions nationales.

Développement International

- PIVVI2 : partenariat avec Vinitech. Missions prévues : Hongrie, Amérique du Sud et USA.
- Animer réseau international : newsletter internationale (à préciser),
- EPAWI : poursuite du projet (mission USA et Amérique du sud) ; signature d'accords avec des BSOs et structuration de WICA (Wine Innovation Cluster Alliance).

Annexe 2 - Budget prévisionnel

Charges	Montant	Produits	Montant
Frais de personnel	265 000,00	Conseil régional	145 000,00
Frais généraux de fonctionnement	60 000,00	Bordeaux Métropole	40 000,00
Etudes et veille	15 000,00	Grand Cognac	15 000,00
Animation et communication	80 000,00		
Impôts et taxes	1 000,00	Adhésions	135 000,00
Autres charges	1 000,00	Facturations services	87 000,00
TOTAL	422 000,00	TOTAL	422 000,00

Annexe 3 - Modèle de compte-rendu qualitatif et financier

Recommandations pour la présentation du bilan qualitatif et quantitatif d'une subvention de fonctionnement

Cette fiche est destinée à vous aider à la réalisation du bilan de l'action pour laquelle Bordeaux Métropole vous a accordé un financement. Ce bilan doit permettre aux responsables d'association de rendre compte de l'utilisation des subventions accordées.

Nom de l'organisme bénéficiaire :

1. BILAN QUALITATIF ANNUEL

Quelles ont été les actions entreprises ? Décrire précisément les actions mises en œuvre

L'intérêt de votre projet pour la métropole bordelaise :

Quels sont les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux ?

Liste revue de presse et couverture médiatique :

Liste de vos outils de communication (site internet, plaquettes...) :

2. BILAN FINANCIER

2.1. Fournir le budget financier définitif « signé » faisant apparaître les écarts entre le prévisionnel et le réalisé

2.2. Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget financier définitif :

2.3. Observations à formuler sur le compte-rendu financier :

Je soussigné(e), (nom et prénom)

représentant(e) légal(e) de l'organisme,

certifie exactes les informations du présent compte rendu

Fait, le : | | | | | | | | | à